

Les syndicats uruguayens dans la nouvelle démocratie

Autor(en): **Stolkin, Ignacio**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **79 (1987)**

Heft 2

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-386277>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

que pour la même période, la perte du pouvoir d'achat réel a été de 24,4% en moyenne, on comprend mieux à quel point le gouvernement se moque des travailleurs.

Pendant ce temps, la majorité parlementaire est impuissante à influencer sur les orientations à donner au budget. Grâce au veto présidentiel, Sanguinetti et ses proches affectent 40% du budget global aux forces de répression – armée et police – pour 5% à la santé publique et 4% à l'université. Cet investissement servirait-il à augmenter la productivité nationale? Voilà quelle semble être la nouvelle théorie de l'actuel gouvernement démocratique uruguayen, en matière de politique économique.

Le dur travail des ouvriers et des étudiants pour un changement radical de cette politique est entravé par l'existence de toutes les structures répressives mises en place par la dictature et que le gouvernement actuel s'efforce par tous les moyens de maintenir.

Mais salariés et étudiants ne perdent pas courage: ils goûteront le fruit de leur lutte quand l'heure de la justice sociale, politique et économique aura sonné.

Les syndicats uruguayens dans la nouvelle démocratie

par Ignacio Stolkin

La politique anti-syndicale du gouvernement uruguayen et les problèmes organisationnels internes – liés en partie au développement historique récent de ces organisations – sont autant de difficultés que rencontrent les syndicats uruguayens.

Rappelons que lors du coup d'Etat militaire en 1973, les membres dirigeants de la Confédération Nationale des Travailleurs (CNT) furent soit emprisonnés, soit ils durent quitter le pays; ils n'ont pu reprendre leurs activités qu'à partir de fin 1984.

Entre 1973 et 1981, les organisations syndicales ne fonctionnent plus dans le pays. Quelqu'un aurait-il essayé de leur redonner vie, il se serait rapidement retrouvé en prison.

Un phénomène extrêmement curieux se produit en 1980. En Uruguay, une dictature décide de consulter démocratiquement le peuple à propos d'une réforme constitutionnelle favorable aux militaires au pouvoir. L'incroyable se produit: la votation a lieu, et ce dans le respect des règles et garanties démocratiques. Faut-il s'étonner que la réponse populaire à plus de sept

années de brutale oppression ait été «non»? Dès ce moment, le peuple prend conscience de son pouvoir, les travailleurs se réorganisent. D'abord en secret, puis ouvertement sous le nom de Plenum Intersyndical des Travailleurs (PIT). Ses forces vont grandissant et dès 1983, cette organisation met sur pied des manifestations de protestation contre la dictature à Montevideo. Appuyées par les partis politiques qui eux aussi cherchent leur place dans le futur pays, ces manifestations rassembleront jusqu'à 400 000 personnes.

Deux phénomènes vont alors entrer en relation: d'un côté la désastreuse gestion du pays par la dictature, et de l'autre le fait que le peuple reprend confiance en lui-même. Le pouvoir militaire s'affaiblit tandis que les syndicats et les forces politiques s'organisent. La rue est en ébullition. Mais s'ils abandonnent le terrain de jeu, les militaires ne quittent pas le stade pour autant. Ils se sont assis sur les gradins. Le devoir des politiciens de la nouvelle démocratie aurait été de les faire quitter ces postes d'observation. Il n'en fut hélas rien.

Dans cette situation historique, le PIT devient alors le PIT-CNT, donnant ainsi de l'espace au sein même de l'organisation à la vieille garde qui rentre d'exil ou sort de prison.

L'enthousiasme des retrouvailles passé, on se met aux premiers pas collectifs «en démocratie». C'est la collaboration entre les éléments «jeunes» (PIT) et les «anciens» (CNT). Les voies, les rythmes différents parfois et les premiers déséquilibres apparaissent déjà. Le premier Congrès national de la centrale en 1985 sera un échec: on ne réussit même pas à faire le bilan de la première année d'activité. Les délégations de certains syndicats se retirent en protestant. L'atmosphère devient franchement désagréable avec la parution dans les médias de déclarations hostiles au mouvement syndical.

Après ces quelques escarmouches, la volonté d'unifier les critères et de corriger les erreurs a pris le dessus. Le mouvement syndical décide d'organiser un nouveau congrès en 1986: il sera reporté à juin 1987 en raison des problèmes d'organisation.

La Centrale syndicale travaille dans des conditions très difficiles. A l'organisation du congrès s'ajoute la fatigue de la lutte quotidienne, avec son lot de réunions nocturnes après les journées de travail. Luttés multiples: pour la défense de l'indexation des salaires, contre le chômage, le manque de sécurité de l'emploi.

Sans compter les heures de salaire perdues pour débattre de certaines questions cruciales avec le ministère du travail! A ne pas oublier, tout le travail politique nécessaire pour se défendre contre la répression exercée par ce gouvernement, car il maintient des pratiques anti-ouvrières qui ne sont guère éloignées de celles de la dictature militaire.

Tout l'effort accompli par les anciens qui rentrèrent, et les jeunes au sein du PIT-CTN afin d'arrondir les angles et de préparer le chemin a permis

de faire revivre le syndicalisme sous la dictature, de le tirer du néant. Cela nous remplit de confiance pour l'avenir du syndicalisme dans ce petit pays. La persévérance et la loyauté avec laquelle les syndicalistes continuent à développer toutes leurs activités seront certainement récompensées.

Les relations Suisse–Uruguay:

Le plus vraisemblable: des capitaux en fuite

par Markus Mugglin

Pour l'économie suisse, l'Uruguay, petit Etat de l'Amérique latine, n'est pas un marché très important. Les capitaux en fuite qui trouvent refuge chez nous jouent par contre un rôle assez important.

Un bureau pour la promotion des investissements en Uruguay doit être créé à Zurich. C'est ce qu'a décidé ce petit pays d'Amérique latine. La description des fonctions que devra remplir la nouvelle organisation le précise: l'Uruguay aimerait que les entreprises suisses accroissent leurs engagements chez eux. Et la Suisse participe à ce projet, en soutenant le nouveau bureau par des contributions financières.

A l'avenir, l'Uruguay pourrait ainsi devenir un partenaire plus important pour l'économie suisse que ce n'est le cas actuellement. Mais ce pays, dont la surface est trois fois supérieure à la nôtre et qui compte trois millions d'habitants, ne parviendra malgré tout pas à égaler l'importance qu'ont pour nous d'autres Etats sud-américains, comme par exemple ses deux grands voisins, l'Argentine et le Brésil.

En 1985, près de deux pourcent des exportations suisses vers l'Amérique latine concernaient l'Uruguay. A l'inverse, les importations suisses en provenance de ce petit pays, comparées à l'ensemble des importations de ce sub-continent, s'élevaient à trois pourcent.

Ces dernières années, en chiffres absolus, le montant de nos exportations oscillait entre 27 et 30 millions de francs, tandis que nos importations se situaient entre 24 et 30 millions à peine. Certaines années, le solde excédentaire est en faveur de la Suisse, d'autres par contre, il l'est en faveur de l'Uruguay. Dans un cas comme dans l'autre, ce solde n'est pourtant jamais très important.